



UEMOA : La majorité des trésors publics connectée aux systèmes de paiement de la BCEAO

lundi 12 février 2018, par Burkinapmepmi.com

Selon l'institut d'émission, « le suivi de la mise en œuvre du programme d'actions initié en 2012 pour assurer l'autonomie opérationnelle des Trésors Publics dans les systèmes de paiement permet d'indiquer qu'à fin 2016, cinq trésors publics sur huit sont directement connectés au système de télé-compensation SICA-UEMOA et deux au système de règlement brut en temps réel STARUEMOA ».

Il s'agit des trésors publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal pour SICA-UEMOA. Ceux de la Côte d'Ivoire et du Sénégal pour STAR-UEMOA, sont respectivement entrés en production en novembre 2015 et octobre 2016.

Au total, en 2016 les Trésors Publics ont réalisé au niveau de SICA-UEMOA 567 860 opérations d'une valeur de 2 569 milliards de francs CFA contre 450 481 opérations en 2015 pour un montant total de 2 514 milliards de francs CFA, soit une hausse de 26,06% en volume.

Au 31 décembre 2016, le Trésor Public de Côte d'Ivoire a réalisé 60,22% du volume global des échanges des Trésors Publics à savoir 341 973 opérations d'une valeur de 787 milliards de francs CFA contre 248 350 opérations à hauteur de 604 milliards de francs CFA en 2015.

Au Burkina, le volume des opérations du Trésor est estimé, en 2016, à 34 622 contre 138 944 en 2015 soit une baisse de 75%.

« Cette situation se justifierait par l'option prise par le Trésor Public de cet Etat de privilégier les transactions par virements via STAR-UEMOA avec ces partenaires en lieu et place du chèque », précise la BCEAO.

La participation directe des Trésors Publics aux systèmes de paiement, constitue un enjeu important pour la modernisation des circuits de paiement des administrations publiques financières et le renforcement de leur présence dans les systèmes.

Les bénéfices attendus de cette évolution sont liés à la sécurité des transactions dans les systèmes de paiement et à l'amélioration du recouvrement des impôts au niveau des administrations publiques.